



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

L'intégration du Moyen-Orient dans les nouvelles routes de la soie

Enjeux & limites de la stratégie chinoise

Par *Marwan Rachidi*,

Rédacteur au sein de la Délégation Proche, Moyen-Orient & Afrique du Nord

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2019.

Comment citer cette publication :

Marwan Rachidi,

« L'intégration du Moyen-Orient dans les nouvelles routes de la soie »,

Ambassadeurs de la Jeunesse, 22 novembre 2019.

Ambassadeurs de la Jeunesse

31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org

Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org

Sommaire

Introduction – p. 2

Le monde arabe : un espace instable mais stratégique pour la reconstruction de la
Route de la soie – p. 4

La Chine et le Moyen-Orient : intérêts réciproques – p. 9

La stratégie chinoise pour contourner l'« entrave » américaine – p. 14

Conclusion – p. 18

L'histoire de la Route de la soie remonte au début de notre ère, lorsque l'empereur chinois Wudi, de la dynastie des Han confia à l'un de ses officiers la mission de se rendre au royaume des Yuezhi afin de signer une alliance contre les Xiongnu. Ce premier voyage hors des frontières révélera aux Chinois l'existence d'autres territoires disposant de nombreuses denrées. En suivant cette dynamique de volonté de commercer afin de jouir de ces richesses, la « Route de la soie » se met en place entre les confins de la Chine et la Méditerranée, avec un réseau d'itinéraires économiques, commerciaux et diplomatiques s'étendant de l'Inde et de la Perse jusqu'en Europe et dans les steppes d'Asie Mineure. Ce réseau relia durant des siècles la Chine jusqu'au monde méditerranéen. Sur ce vaste réseau long de plus de 7000km, y circulèrent des marchandises, des idées, des hommes, des cultures et, entre autres, des inventions. Cette route connut son apogée lorsque les marchands Européens firent la demande de tissus en soie et autres denrées exotiques rares. Le déclin de la Route de la soie s'opéra au XV^{ème} siècle, avec la nouvelle route européenne maritime des épices reliant les produits d'Extrême-Orient à l'Europe par le biais de l'Océan Indien et du cap de Bonne-Espérance. Après cela s'en suit la colonisation Européenne dans les territoires d'Asie où la Chine assurait une domination sur une large partie du territoire. Ce n'est qu'en 1949, suite à la proclamation de la création de la République Populaire de Chine que le pays eut pour ambition de se réimposer sur la scène mondiale, en tant que grand acteur de la communauté internationale et se réapproprier la destinée qui était censée être la sienne.

Grâce à de grandes réformes, et son entrée en 2001 à l'OMC - Organisation Mondiale du Commerce -, la République Populaire de Chine a connu une croissance économique sans précédent depuis sa création en 1949 et a pu se réimposer en tant qu'acteur majeur de la scène internationale. Aucune puissance ne peut faire craindre la Chine aujourd'hui, tant sur le plan économique que sur le plan politique. Mais ce n'est pas l'idée que la Chine se fait d'elle-même : elle

souhaite encore s'imposer davantage et restaurer sa grandeur mythique. C'est dans cette perspective que la Chine s'est dotée d'une nouvelle politique internationale ayant permis à l'actuel Président Xi Jinping de présenter au monde entier en 2013 le projet de reconstruction de la « Route mythique de la soie ». En effet, ce dernier présentait l'idée d'un « rêve chinois » au cœur de sa politique intérieure et extérieure. Ce « rêve » correspond au choix d'établir un nouveau réseau d'infrastructures et de nouveaux axes d'échanges par la voie maritime et terrestre avec les quatre coins du monde, le Moyen-Orient compris. Le projet prévoit en effet de couvrir entre 65 et 75 pays, représentant 62% de la population mondiale et le Moyen-Orient s'avère être une zone incontournable pour la réalisation des nouvelles Routes de la soie, du fait que celle-ci constitue un point de transit et d'ancrage stratégique nécessaire pour le projet chinois. Ainsi, Pékin est devenu un acteur incontournable dans cette région hautement stratégique pour les intérêts chinois ; d'autant plus que l'influence du rival américain est fortement importante. Mao Tsé Toung, premier président Chinois, expliquait que « *le contrôle de cette région par une puissance hostile précipiterait non seulement une troisième guerre mondiale, mais mettrait même la survie de la République Populaire de Chine en danger* ».¹ Depuis sa création, la RPC renforce ses liens avec le Moyen-Orient, notamment en raison de ses ressources énergétiques, devenues, au fil des ans, un élément clef de la diplomatie chinoise dans cette région. Cela est encore plus vrai depuis le début des années 90. En effet, pour assurer sa croissance économique, la Chine est devenue un grand importateur de produits énergétiques du Moyen-Orient. Cette croissance repose d'ailleurs principalement sur ces denrées puisqu'en quelques années, le pays est devenu le premier acheteur d'or noir, dépassant les États-Unis. Il est donc évident que la stabilité de la région fait partie intégrante de la politique étrangère chinoise tant pour l'instauration de son influence

¹ Lounnas Djallil, « La Chine au Moyen-Orient : un nouvel acteur ? », *Monde chinois*, 2014/2 (N° 38-39), pp. 111-134.

que pour le maintien de son développement économique. La politique chinoise au Moyen-Orient se fait sur la base d'une diplomatie active et d'échanges commerciaux intenses, faisant de Pékin un acteur porteur de dynamisme et de renouveau mais suscitant également l'inquiétude des pays voisins d'Asie du Sud-Est ainsi que des puissances occidentales. Celles-ci accusent la Chine de néocolonialisme et d'impérialisme, mais la Chine indique qu'elle n'a pas de projet colonial et insiste sur ses intentions pacifistes. Elle prétend, en outre, vouloir développer avec le reste du monde des relations équilibrées et mutuellement avantageuses.

Il convient ainsi de mettre en lumière dans quelle mesure la zone Moyen-Orientale, région fragmentée, instable et marquée par des rivalités, représente un enjeu stratégique majeur dans le projet chinois de reconstruction des Routes de la soie.

Le monde arabe : un espace instable mais stratégique pour la reconstruction de la Route de la soie

La renaissance de la route de la soie et l'incroyable défi chinois

« Nous, les chinois, aimons la paix. Qu'importe à quel point elle deviendra forte, la Chine ne cherchera jamais l'hégémonie ou l'expansionnisme. »²

En l'espace de 70 ans, la Chine est devenue un pays prospère, passant d'une situation de pauvreté et de guerre civile à une puissance possédant le siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies puis se plaçant au premier rang mondial en termes de

² Pierre Picquart, *La renaissance de la route de la soie : l'incroyable défi chinois du XXIème siècle*, Editions Favre, Lausanne, 2018.

croissance économique. La Chine est néanmoins signataire de nombreux traités et membre de nombreuses organisations internationales qui l'obligent à être vigilante au sein du système économique mondial, en veillant à sa stabilité. La politique étrangère chinoise est ainsi conçue autour du principe affirmant que la Chine agit sur la scène internationale de manière pacifique. C'est d'ailleurs en suivant cette logique que lors du discours à l'Université d'Astana en 2013, au Kazakhstan, Xi Jinping présentait le projet de Renaissance de la Route de la Soie, en rappelant les principes de paix, de coopération, d'inclusion et d'ouverture, principes sur lesquels le président chinois voulait établir ce nouveau projet. Il est d'ailleurs inscrit à Beidaihe sur le monument balnéaire des hiérarques du Parti, au bord de Bohai : « [n]ous voulons réaliser le rêve chinois non seulement pour le bien du peuple chinois, mais aussi pour tous les peuples ». La Chine a effectivement les moyens de lancer ce projet vers l'extérieur pour des raisons essentielles : elle bénéficie d'une stabilité politique et territoriale indispensable à la création d'un tel projet d'une part et a réduit son influence face au dollar par le biais des grandes banques centrales chinoises d'autre part. De plus, sa politique étrangère se fonde sur les principes de non-ingérence dans les affaires internes des autres États, les relations bilatérales et la coopération par le biais du multilatéralisme. Tout cela lui permet donc d'être un acteur majeur, porteur de projets innovants comme le projet appelé « une ceinture, une route » ou « nouvelles routes de la soie ».

Ce dernier a été présenté comme une réponse chinoise aux besoins infrastructurels du continent eurasiatique, un projet estimé à près de 21 000 milliards de dollars - un projet supérieur sur le plan financier au Plan Marshall (13 milliards de dollars) - et représentant un tiers du PIB mondial. Ce nouveau projet, ou du moins ce renouveau, représente un enjeu crucial pour la Chine qui prévoit de construire des infrastructures telles que des axes routiers et ferroviaires, routes maritimes, réseaux de fibre optique, zones portuaires ; permettant de relier l'Europe, l'Asie et l'Afrique à tout le reste du monde. C'est un

projet qui, dans l'esprit des leaders chinois, permettra à tous ceux qui y adhéreront de favoriser les flux économiques et financiers, les échanges interculturels, ainsi qu'une meilleure répartition des ressources. La « pensée XI Jinping » est d'ailleurs officiellement entrée dans la charte du Parti Communiste chinois (PCC), son raisonnement s'alignant sur le concept de socialisme à la chinoise et sur le principe d'une communauté de destin pour l'humanité. Le président chinois, qui se veut porteur d'un projet œuvrant pour la paix, possède toutes les cartes en main pour multiplier le nombre de partenaires stratégiques, économiques et financiers. Cette initiative fait donc la promotion de bénéfices mutuels entre la République de Chine et les Nations partenaires. D'ailleurs, pour étayer la présentation de son projet, le président chinois a repris dans son propos l'imagerie de l'Ancienne Route de la soie qui permettait les échanges entre l'Orient et l'Occident, cette Route où le monde arabe faisait office de plaque tournante du commerce mondial, permettant les échanges de dattes et d'épices dans un sens et celui de soieries et autres denrées dans l'autre.

Le monde arabe présente encore aujourd'hui un enjeu certain pour la stabilité de l'économie chinoise et pour le projet chinois de réalisation d'une nouvelle Route de la Soie à travers les nombreuses ressources dont il dispose sur son sol. C'est cet aspect qui suscite l'intérêt de la Chine pour cette région stratégique et pourtant hautement instable, où il suffit parfois d'une étincelle pour que tout s'embrase. En effet, les sujets stratégiques de la région sont nombreux, allant de la course à l'armement aux ressources naturelles en passant par les questions de terrorisme. Depuis maintenant plusieurs décennies, le Moyen-Orient est au cœur de l'histoire globale de la géopolitique, de la diplomatie et de la géostratégie. La nécessité d'apporter un équilibre dans cette région représente ainsi un défi

crucial pour la mise en place d'un corridor terrestre vers le Moyen-Orient³.

Une sécurisation nécessaire pour la mise en place d'un corridor terrestre

La sécurité est une dominante de l'initiative de reconstruction des Routes de la soie, car des routes sécurisées rassureraient les investisseurs potentiels et permettraient ainsi une meilleure attractivité du projet de ceinture et de route. La « ceinture » désigne le projet de Ceinture économique de la Route de la soie, un axe terrestre traversant l'Asie centrale avec de multiples couloirs reliant la Chine occidentale à l'Europe. La « route », quant à elle, désigne la Route de la soie maritime du XXIème siècle, un axe par les mers reliant les ports de la Chine orientale avec l'Asie du Sud et du Sud-Est et l'Afrique. Parmi les tracés majeurs définis pour la construction conjointe de la Ceinture et la Route, en suivant les anciennes routes de la soie, un axe principal s'étend de la Chine du Nord-Ouest vers le golfe Persique et la Méditerranée *via* l'Asie centrale et l'Asie occidentale. La zone du golfe Persique et plus largement de l'Orient arabo-musulman est toutefois une zone à risque, qui menace tous les jours la sécurité internationale. Au premier abord, cet ensemble géopolitique qui comprend les pays riverains de la Méditerranée, de la Turquie à l'Égypte, auxquels on y adjoint l'Iran et ceux de la péninsule arabique, présente une homogénéité géopolitique évidente liée à une unité naturelle, une cohérence géopolitique particulière au regard des régions limitrophes que sont l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Cette zone s'impose comme étant la plus conflictuelle au monde - qui est en apparence l'un de ses caractères dominant. La permanence de ces

³ « Dans la région l'herbe est sèche, il suffirait d'une étincelle... », Chronique d'Elisabeth Vallet, Il suffirait d'une étincelle, Le Devoir, 1er juin 2019. <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/555785/etats-unis-ilsuffit-d-une-etincelle>

conflits dépasse même le cadre étroit du Moyen-Orient, promouvant ainsi la région sur le devant de la scène internationale. Il convient de préciser ici que ces tensions sont souvent de nature politique et économique sous fond d'affrontements religieux. La géopolitique des ressources énergétiques au Moyen-Orient a connu, ces dernières années, de profondes mutations génératrices de tensions importantes, cette région détenant effectivement aujourd'hui environ 60% des réserves mondiales d'hydrocarbures, rehaussant ainsi l'intérêt stratégique de la région et faisant d'elle l'objet de toutes les convoitises et de toutes les attentions. Le Moyen-Orient jouit d'un potentiel de production constant depuis plus de quatre-vingt années et s'impose donc en ce sens comme étant le cœur pétrolier de la planète. Si aucune région ne possède autant de réserves, aucune n'a également connu une telle continuité de conflits dans le temps, ce qui distingue encore davantage cet espace géopolitique composé principalement de l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et des Emirats Arabes Unis. Les pays du golfe persique détiennent des réserves abondantes de pétrole nécessaires à l'économie chinoise et mondiale.

Au cours des dernières années, de nouvelles dynamiques impulsent de profondes mutations et notamment l'avènement d'une nouvelle génération de dirigeants, plus jeune, consciente de l'instabilité de la région et étant à la recherche de stabilité et de sécurité par le biais la modernisation. Cela se matérialise notamment à travers le développement d'institutions modernes et d'infrastructures telles que des autoroutes ou encore le développement de l'agriculture, mais aussi par la maîtrise du territoire, des tensions religieuses et politiques bien que certaines forces politiques s'opposent à ces changements tels que l'islamisme radical ou encore le nationalisme arabe. Une large partie du monde arabe connaît une expansion fascinante coïncidant avec l'expansion de son ancien partenaire commercial chinois par le biais des routes de la soie. Ainsi, l'expansion économique chinoise sert d'accélérateur à celle du monde arabe *via* des échanges de denrées et de biens de consommation

nécessaires à cet accroissement. Mais l'intérêt de la Chine pour le Monde arabe dépasse la question des échanges de pétrole ou de création de richesses : c'est l'intérêt d'un monde pour l'autre, l'intérêt d'un projet, celui de la reconstruction des Routes de la Soie, qui placerait la Chine et le Moyen-Orient au centre d'une nouvelle mondialisation. Ce sont ces intérêts réciproques qu'il convient dès à présent de mettre en lumière.

La Chine et le Moyen-Orient : intérêts réciproques

Un projet chinois pour le Moyen-Orient ?

La République Populaire de Chine est, depuis plusieurs années, en compétition avec son rival américain. Cette présence chinoise a pour objectif stratégique de sécuriser les réserves de pétroles et d'obtenir un accès privilégié, mais aussi de trouver un nouveau marché pour ses produits et sa technologie grandissante. La Chine s'affirme donc comme une superpuissance planétaire en compétition dans les domaines économiques, y compris dans sa course à l'énergie et aux matières premières. Dans ces perspectives, le Moyen-Orient fait office d'importance capitale. Cela conduit Pékin à développer une « politique de stabilisation » au sein de la région en tentant de stopper l'emploi des armes ou le recours aux sanctions comme cela est parfois le cas du côté américain. L'Organisation de Coopération de Shangaï - dont l'Iran, l'Inde et le Pakistan sont membres – reflète les ambitions de Pékin d'harmoniser les infrastructures reliant la Chine au Moyen-Orient, une large partie des projets d'axes terrestres de la Route de la soie. La stratégie chinoise de préserver ses approvisionnements énergétiques conduit donc Pékin à diversifier ses partenaires au Moyen-Orient et à faire des pays du monde arabe une grande artère de l'Ancien Monde tricontinental, partenaires de la communauté des

Nations. Perçu de la sorte, le projet chinois pour le Moyen-Orient ne ressemble en rien à l'actuelle réalité chaotique. Il vise à favoriser l'intégration du monde arabe dans une mondialisation harmonieuse, en dehors de toute lutte hégémonique et dans un esprit de collaboration gagnant-gagnant sur la base d'une coopération. L'exemple des relations sino-égyptiennes peut être mentionné ici, ce dernier mettant en lumière l'usage de la stratégie chinoise à l'égard des pays arabes. Si Pékin entretient des relations avec Le Caire depuis les années 90, cette relation bilatérale est devenue un vrai modèle pour le Moyen-Orient après l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al-Sissi en 2014, marquant ainsi la mise en place d'une véritable coopération stratégique globale : un partenariat complet englobant l'ensemble des domaines politiques, culturels, économiques et militaires. Lors de la visite chinoise en Egypte en janvier 2016, les dirigeants égyptiens et chinois ont réaffirmé leur volonté de maintenir le développement d'un partenariat et d'un soutien mutuel. Cet exemple est révélateur de la stratégie de la Chine au Moyen-Orient, une politique qui s'inscrit dans le « Consensus de Beijing ». Après la visite du président Xi Jinping en Arabie Saoudite, en Egypte et en Iran, en janvier 2016, le président chinois a annoncé accepter d'attribuer de nouvelles subventions d'environ 200 millions de dollars pour la construction d'infrastructures de transports, énergétiques, de santé etc. et l'extension de la zone industrielle du Canal de Suez - axe stratégique pour les nouvelles routes de la soie. La Chine a ainsi rappelé au reste du monde son influence grandissante dans la région.

La Chine apparaît donc comme une source d'inspiration, un pays qui a su se reconstruire en apportant des réponses claires à ses ambitions de réappropriation de son destin, en assurant l'indépendance énergétique de son industrie et celle de son approvisionnement. L'expansion et la vision de la Chine offrent donc la possibilité aux pays de la zone Moyen-Orientale d'être moins dépendants de ses relations avec le monde Occidental mais aussi d'entretenir de nouvelles relations avec un partenaire stratégique fort.

Les relations entre la Chine et le Moyen-Orient sont aujourd'hui mues à la fois par des relations pragmatiques et de proximité : ces régions sont héritières de deux immenses civilisations et leurs liens remontent au début de notre ère, lorsque la dynastie des Han ouvrait la Route de la Soie. Cette route a permis d'établir des relations commerciales et des échanges culturels entre ce que l'on peut appeler de *dar al islam*⁴ et d'Empire Chinois. En effet, le monde arabe est le carrefour de trois continents et occupe une position stratégique majeure dans le commerce mondial, cette configuration géographique lui assignant autrefois un rôle majeur dans le commerce mondial de la Route de la soie et lui apportant donc une plus-value géostratégique. Mais cette position centrale fut progressivement appropriée par l'Occident, aboutissant ainsi à un déclin du monde arabe et suscitant en conséquence le sentiment du monde arabe et de l'Empire chinois d'avoir été « humiliés » dans le passé par les puissances coloniales. Ainsi, les héritages culturels entre ces deux grandes civilisations et le sentiment de domination des puissances occidentales sont les deux principaux piliers de l'intérêt d'une partie du monde arabe pour la Chine et *vice versa*. Il convient d'analyser désormais les intérêts vitaux de la puissance chinoise sur le sol arabo-musulman.

La nouvelle route de la dépendance

Aujourd'hui, cela fait plus de vingt ans que Pékin entretient des relations bilatérales au Moyen-Orient, développant ainsi une stratégie économique et commerciale pour accroître son influence diplomatique dans la région, consciente de l'importance stratégique de celle-ci dans l'atteinte de son objectif global de statut de grande puissance sur la scène internationale. Le Moyen-Orient dispose aujourd'hui d'environ

⁴ Traduit littéralement par « domaine islamisé », le *dar al islam* désigne, selon la religion musulmane, la partie du monde où les lois islamiques gouvernent.

54% des réserves mondiales prouvées de pétrole et cette région produit 30 millions de barils de pétrole par jour, soit 30% de la consommation pétrolière mondiale. Les Chinois sont les principaux consommateurs de cette denrée noire, leur consommation étant en constante augmentation ces dernières années, amenant donc à une quasi-totale dépendance des cours du marché mondial du pétrole. La Chine s'approvisionne de plus en plus dans cette région afin de sécuriser son approvisionnement régulier en pétrole étranger. En effet, en important plus de 8,4 millions de barils par jour⁵, la Chine devient en 2017 le premier importateur de pétrole au monde, devant les États-Unis et les pays du Moyen-Orient. Les importations chinoises en provenance de cet espace ont donc considérablement augmentées puisqu'en 2017, 70 millions de tonnes de gaz étaient importées en Chine, en provenance du Qatar et que la même année, 420 millions de tonnes d'or transitaient depuis le Moyen-Orient vers la Chine⁶, essentiellement depuis les monarchies du Golfe, mais également depuis l'Irak et l'Iran, pays ayant d'étroites relations avec Pékin. La dépendance au pétrole représente un danger majeur pour l'économie chinoise puisque l'absence d'approvisionnement aurait pour conséquence une stagnation d'une économie en plein essor ainsi qu'une inflation en cas d'une montée des prix de l'énergie. Ainsi, la Chine se doit d'intégrer le facteur pétrolier dans son concept de sécurité. En somme, si le pétrole garantit une stabilité économique, il est aussi le garant de la stabilité politique et sociale. Compte tenu de l'importance de l'enjeu, les dirigeants chinois ont donc développé une véritable vision stratégique de leur sécurité énergétique, se traduisant non seulement par une intervention directe sur les marchés internationaux mais, plus encore, par toute une série d'initiatives vis-à-vis des pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient. Elles incluent des mesures d'aide économique et financière en faveur de ces derniers, des investissements massifs dans leurs économies

⁵<https://www.connaissancedesenergies.org/la-chine-premier-importateur-mondial-de-petrole-brut-en-2017180216> - Consulté le 25 septembre 2019.

⁶ Romain Brunet, « La Chine, nouvel acteur bientôt incontournable au Moyen-Orient », *France 24*, 2016.

respectives, des livraisons d'armes et une protection diplomatique lorsque cela est nécessaire. Ces initiatives sont qualifiées de « diplomatie pétrolière ». Les pays du golfe considèrent réciproquement que la Chine est l'avenir pour les pays producteurs et en tirent des conséquences bénéfiques sur le plan stratégique. L'administration américaine, qui s'est repositionnée en direction de l'Asie « Pivot to Asia », laisse ainsi paraître sa volonté de s'affranchir du poids que constitue le Moyen-Orient dans sa politique extérieure mais aussi de minimiser son image ternie dans la région et dans le monde. De plus, les États-Unis ont annoncé vouloir réduire leur dépendance à l'égard du pétrole pour les décennies à venir, ce qui pourrait profiter davantage à la Chine dans son grand projet de reconstruction des Routes de la soie ainsi qu'aux pays du Golfe qui peuvent paraître malaisés face à cette stratégie américaine.

Par ailleurs, les relations entre Pékin et le Moyen-Orient ne se limitent pas uniquement au secteur énergétique. Nous pouvons nous appuyer sur l'exemple de la relation Chine-Iran pour illustrer ce propos. Dans le domaine commercial, les investissements chinois sont multiples depuis le début du siècle et de nombreuses entreprises sont présentes en Iran dans les secteurs de l'agriculture, du transport, du bâtiment, de la construction navale et automobile ou encore des télécommunications. L'Iran souhaitait faire de la Chine son partenaire pétrolier privilégié et se proposait de remplir les « réserves stratégiques » de Pékin aboutissant ainsi à un projet d'une valeur de 100 milliards de dollars ; en échange de cela Pékin garantissait la poursuite du transfert de technologies⁷ dont Téhéran avait besoin pour lutter contre les menaces de sanctions internationales qui pesaient sur la production en uranium enrichi utile pour son usage civil et pacifique et nécessaire pour la fabrication d'une potentielle arme nucléaire. Le commerce bilatéral avec l'Iran a nettement progressé au cours du processus de négociation avec la République Islamique

⁷ L'Iran et la Chine signent un contrat pétrolier géant, *Les échos*, 9 décembre 2007.

d'Iran dans le cadre du dossier nucléaire iranien, à tel point que les échanges ont franchi la barre des 30 milliards de dollars en 2015, année où fut signé l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, dont la Chine est partie et puissance négociatrice. De plus, dans le domaine de l'armement, la Chine était le deuxième fournisseur de l'Iran entre 2002 et 2011 selon le SIPRI - Stockholm International Peace Research Institute.

Ainsi, par le biais des exemples concrets ci-dessus, les intérêts chinois servent également ceux des pays de la zone du Moyen-Orient, qui y voient un partenariat « gagnant-gagnant » venant d'ailleurs apporter une nuance aux accusations de néocolonialisme pesant sur Pékin.

La stratégie chinoise pour contourner l'« entrave » américaine

La puissance américaine : un facteur néfaste au projet chinois ?

Sur le plan économique, les relations sino-américaines sont marquées par une interdépendance, les importations et exportations de produits et marchandises échangées entre les deux puissances s'élevant à plusieurs centaines de milliards de dollars chaque année. Malgré cette interdépendance et la coopération entre ces deux grands dans de nombreux dossiers essentiels à l'équilibre du système international, une rivalité grandissante oppose Pékin et Washington. Ainsi, la question relative au mode de transport à privilégier pour répondre aux besoins d'échanges commerciaux entre la Chine et le Moyen-Orient se doit d'être posée afin d'analyser la rivalité sino-américaine. Effectivement, la continuité de l'espace terrestre entre le territoire de la Chine et l'espace du Moyen-Orient ouvre la porte à de nombreuses perspectives infrastructurelles aux finalités économique-commerciales mais aussi politiques et stratégiques. Toutefois,

actuellement, la majorité des importations pétrolières en provenance du Moyen-Orient transite par le détroit d'Ormuz – détroit pour lequel Washington demeure le garant des flux pétroliers et par lequel transite chaque année près de 40% des exportations mondiales de pétrole. Nous avons là une prédominance du commerce maritime sur le commerce par voie terrestre, ce qui représente une entrave majeure au projet chinois puisque les voies d'approvisionnement sont dominées par la puissance américaine. D'ailleurs, le fait qu'une importante flotte de l'US Navy stationne actuellement sur ce détroit n'est pas dû au hasard : cette dernière veille à assurer la libre circulation de l'or noir et surveille également la potentielle menace iranienne sur les intérêts d'autres puissances alliées des États-Unis dans la région. Les porte-avions américains peuvent projeter leur puissance et, aujourd'hui, la Chine ne dispose pas tout à fait des moyens militaires et politiques pour renverser totalement le poids de Washington dans la région. De plus, le retard de la marine chinoise sur la marine américaine ne pourra se rattraper en peu de temps, mais c'est un défi et un enjeu auquel la puissance chinoise doit faire face pour atteindre ses objectifs politiques et économiques. La solution alternative adéquate pour surmonter la puissance navale des États-Unis serait de développer les infrastructures terrestres pour sécuriser l'acheminement des denrées d'un bout à l'autre du continent en s'ouvrant également à d'autres points clefs du commerce mondial que sont l'Europe et l'Afrique. Ainsi, plus concrètement, l'objectif de la Chine serait donc de mettre en place un réseau de pipelines qui relierait le Moyen-Orient à l'Extrême-Orient, mais cette route terrestre passerait par l'Iran. Là encore, les États-Unis posent problème de par leurs lois extraterritoriales d'abord qui empêchent les États alliés d'entretenir des relations commerciales avec ceux désignés comme ennemis, ou d'utiliser le dollar pour procéder à des échanges commerciaux, sous peine de grosses sanctions. Étant donné le poids américain dans la région, beaucoup d'États semblent hésitants à ce stade. En effet, déjà au début des années 2000, les investissements chinois en Iran s'étaient multipliés et, depuis, de nombreuses entreprises chinoises sont

présentes dans ce pays dans les domaines commerciaux ou encore dans les secteurs de l'agriculture, du transport, du bâtiment, de la construction navale et automobile, des télécommunications mais aussi dans les secteurs pétrolier et nucléaire. L'Iran souhaitait faire de la Chine son partenaire pétrolier privilégié et se proposait de « remplir les réserves stratégiques » de Pékin, en échange de cela Pékin garantissait la poursuite du transfert de technologies. C'est l'un des facteurs – parmi d'autres – ayant conduit le Conseil de sécurité, les diplomates européens, et la puissance américaine à imposer des sanctions lourdes à l'égard d'un Iran qui menaçait l'équilibre du système international dans le cadre de ses activités nucléaires. C'est également cette même République Islamique qui est en conflit permanent avec d'autres puissances du Moyen-Orient telles qu'Israël, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis mais aussi avec la puissance américaine. La Chine tente néanmoins de surpasser ces événements en usant de l'option de la non-ingérence et précisant qu'elle entend poursuivre sa coopération avec les États du monde arabo-musulman et ce en dépit des tensions internes. Elle tente aussi d'œuvrer pour assurer la stabilité de la région et accentuer son influence à échelle mondiale jusqu'à devenir une puissance médiatrice dans la résolution de crises demeurant dans la région : un enjeu non pas sans importance pour la mise en place du projet de Routes de la soie.

Les capacités d'attraction de la Chine: un outil efficace ?

La présence chinoise dans la région moyen-orientale vient nuancer l'idée d'une zone du Moyen-Orient d'influence majoritairement américaine. Par ailleurs, le projet chinois des nouvelles routes de la soie est aujourd'hui perçu par de nombreux acteurs – et notamment la Maison Blanche - comme le projet de routes imposant à l'ordre international une nouvelle hégémonie chinoise et participant à une

vision globale de l'expansion de Pékin par des outils comme l'influence, la puissance et la présence. Afin de pallier cette perception néfaste pour son influence, la Chine fait usage de son *soft power* pour apporter une image stable et pacifique de sa puissance qui ne s'ingère pas dans les affaires internes des autres Nations, un principe faisant office de pierre angulaire de la politique étrangère de la Chine. Elle préconise même des principes sacro-saints pour les relations entre les États tels que le bénéfice mutuel ou encore l'égalité et le respect de la souveraineté. Cette approche est bien accueillie par les pays non démocratiques du Moyen-Orient qui perçoivent cette politique comme étant une approche nettement moins intrusive que les politiques occidentales ; d'autant que Pékin, en plus de posséder une force d'attraction économique forte, dispose également d'un régime politique autoritaire – un exemple de développement pour lequel des pays comme l'Iran s'inspirent. La présence chinoise propose d'autres options politiques et diplomatiques aux États du monde arabe qui, bien qu'ils ne rejettent pas la présence américaine, voient en la Chine un moyen de développer leurs propres intérêts nationaux. Les visites diplomatiques de la Chine se multiplient donc dans la région et le forum d'affaires sino-arabes d'avril 2019, qui s'inscrit dans le cadre de la huitième conférence sino-arabe et dans le sillage des nouvelles routes de la soie, se déroulait à Tunis autour du thème de partage des opportunités d'investissement et de mise en œuvre des approches de développement. Pour séduire les délégations arabes, la Chine s'était même présentée avec une délégation comprenant près de 200 représentants gouvernementaux et dirigeants d'une cinquantaine d'entreprises spécialisées dans les infrastructures de base, les communications, l'économie numérique, le commerce électronique, les énergies renouvelables, les technologies agricoles et l'hydraulique. Cet exemple est représentatif de la stratégie globale chinoise avec le Moyen-Orient. On peut ici parler du « Consensus de Pékin » - formule qui décrit la diplomatie et le modèle de développement proposé par la Chine à d'autres États en développement. Ce consensus, qui repose sur un modèle autoritaire, accompagné d'une croissance économique

et d'un développement économique durable, est celui d'une puissance qui ne se veut pas être « gendarme du monde » comme ce fut le cas avec les États-Unis dans la région. À l'inverse des mesures américaines pour la région par le biais du « consensus de Washington », la Chine jouit d'une image relativement positive et les pays du Moyen-Orient sont considérés comme étant de potentiels partenaires/clients et non comme des pays avec lesquels une domination sera exercée. Une coopération avec les États de la région peut amener à de la création d'emplois et donc *in fine*, à de l'apaisement social dont la zone a besoin. Il convient toutefois de garder à l'esprit que malgré son investissement croissant dans la zone Moyenne-Orientale, la Chine reste tout de même particulièrement prudente vis-à-vis des controverses dans la région en adoptant systématiquement une posture de retrait.

Conclusion

Le succès de ce projet de reconstruction des routes de la soie ne dépend pas uniquement de l'adhésion du peuple chinois à la réussite de ce dernier, mais également des autres acteurs du système international et en l'occurrence au Moyen-Orient. Cette région est devenue un espace de plus en plus stratégique pour la Chine depuis le début des années 90. La sécurité énergétique et les enjeux économiques vont dans le sens de l'intérêt commun pour la Chine et les pays du Moyen-Orient. En effet, la dépendance accrue de l'économie chinoise envers les denrées en hydrocarbures se conjugue parfaitement avec le potentiel énergétique de cette région et dont l'économie de ces pays dépend en grande partie. La priorité pour la Chine est donc de s'assurer l'accès à ces ressources. Pour se faire, elle doit trouver un équilibre avec l'influence américaine dans la région qui reste forte malgré la volonté des États-Unis de s'affranchir du poids que constitue le Moyen-Orient dans sa politique extérieure et

réduire leur dépendance à l'égard du pétrole pour les décennies à venir. Pékin, qui considère ainsi Washington comme une entrave à l'accès à ses besoins vitaux, a tout de même conscience d'un décrochement des puissances occidentales dans la région, et a aujourd'hui l'opportunité d'y mener une politique étrangère tournée vers la stabilité. Les leaders chinois ne manqueront pas cette occasion de s'assurer de l'approvisionnement en ressources énergétiques dont la première puissance économique mondiale a besoin.